

## NIALÉ KABA

### Ministre de l'Économie, du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire

#### Seán Cleary, président de Strategic Concepts (Pty) Ltd, fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation

Nialé, je vais maintenant m'adresser à vous. La Côte d'Ivoire est non seulement un pilier de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), mais bien sûr, un point d'ancrage de longue date entre la France – et donc l'Europe – et l'Afrique de l'Ouest, de manière très significative et sur une longue période. Nialé est également un économiste de renom. Grâce à son engagement dans son portefeuille ministériel actuel, la Côte d'Ivoire a connu un taux de croissance remarquable ces dernières années, et elle mérite d'être félicitée pour cela. Le taux de croissance de la Côte d'Ivoire est quasiment à deux chiffres. La dernière prévision de croissance que j'ai pu voir avançait le chiffre de 9,9 %. C'est vraiment extraordinaire pour n'importe quelle partie du monde, un résultat vraiment remarquable. Nialé, c'est à vous.

#### Nialé Kaba

Merci. Permettez-moi de m'exprimer en français. Je suis honorée de représenter le vice-président qui a dû rentrer en Côte d'Ivoire ; c'est lui qui était invité sur ce panel. Avant de commencer, je voudrais reconnaître la qualité des débats auxquels j'ai assisté et dire que je suis honorée de prendre part au panel.

Je suis amenée à donner le point de vue de la CEDEAO, communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Pour donner un aperçu, c'est une union économique et douanière créée en 1975, qui comporte 15 États, deux blocs, anglophones et francophones. 15 États forts de 400 millions de consommateurs, soit à peu près le tiers de la population de l'Afrique. Pour caractériser ces États, parmi ces 15 États, 11 sont des PMA. Notre sous-région a le taux de fécondité le plus élevé au monde. Je souligne également le poids de la jeunesse dans la population.

Sur le plan économique, cette union économique et douanière souscrit au droit d'établissement, ainsi qu'à la libre circulation des personnes et des biens entre les États membres. Elle incarne une ambition collective pour un développement économique inclusif dans la paix et l'intégration régionale. Les défis de la sous-région sont importants. Face à ces défis, la CEDEAO a, en 2022, adopté un document de planification avec cinq piliers importants :

- La paix, la sécurité et la stabilité ;
- La gouvernance et l'État de droit ;

- L'intégration économique, la connectivité ;
- La transformation et le développement durable ;
- L'inclusion sociale.

Vous aurez noté la cohérence avec l'Agenda 2063, dont il a été question tout à l'heure. La Côte d'Ivoire est un membre important de cette union douanière. La Côte d'Ivoire est le pays le plus important du bloc francophone qui a le franc CFA en commun. Jusqu'à aujourd'hui, la Côte d'Ivoire revendique 40 % du produit intérieur brut des huit États membres de l'UMOA pour indiquer son rôle de premier plan, avec en même temps un rôle de premier plan dans le développement de la CEDEAO. Grâce à son dynamisme économique, la Côte d'Ivoire reste, aujourd'hui encore, un pôle d'attraction pour les investissements et une plateforme pour l'intégration régionale.

Notre zone économique fait face aujourd'hui à un certain nombre de défis, en lien avec la région du Sahel confrontée à une crise multidimensionnelle : l'insécurité due à l'expansion du terrorisme, l'instabilité politique, les défis climatiques, les défis économiques. Des défis dont les conséquences ne se limitent bien entendu pas au Sahel et concernent également les pays côtiers comme mon pays. Des défis qui concernent également toute l'Afrique de l'Ouest.

Les solutions pour un développement durable pour le Sahel doivent bien entendu adresser les causes profondes des conflits qui menacent notre zone d'intégration économique, à savoir la pauvreté, l'insécurité alimentaire, le chômage des jeunes, le manque de perspectives pour les jeunes, etc.

Pour relever ces défis et construire un avenir durable, trois axes prioritaires semblent s'imposer. Tout d'abord, le renforcement de la coopération régionale. La CEDEAO elle-même doit intensifier ses efforts pour lutter contre l'insécurité à travers des initiatives communes. Vous vous souviendrez que l'un des griefs faits par les trois États qui ont créé l'AES – Mali, Burkina et Niger – à la CEDEAO est la faiblesse de la solidarité face au fléau sécuritaire. La CEDEAO doit ainsi à la fois lutter contre l'insécurité, se renforcer et également étendre cette intégration régionale. En effet, il faut en convenir, nous sommes de petits États, il est donc difficile de mener une marche glorieuse vers le développement seul. Nous devons nous inscrire dans des ensembles plus grands.

Le deuxième axe prioritaire, c'est la mobilisation des partenariats internationaux. À cet égard, il est encourageant de constater que les partenaires au développement, notamment les multilatéraux, tels que la Banque mondiale, considèrent désormais que la sécurité est un bien commun et acceptent d'y investir. Dans ce contexte, l'implication de la communauté internationale auprès de la sous-région pour mobiliser les financements adéquats, ainsi que l'expertise en vue de combattre le terrorisme et restaurer la paix et la sécurité restent cruciales.

Le troisième point, c'est de stimuler le développement économique. Je note que parmi ces 15 pays, 11 sont des PMA. Une réponse durable à la crise sécuritaire et à l'extrémisme violent passe par la création d'opportunités économiques et une amélioration des conditions de vie des populations. La lutte contre la pauvreté est cruciale. À cet égard, il est impérieux de trouver des solutions à un certain nombre de points. Selon nous, le plus important est de trouver une

solution à la crise annoncée de la dette en vue de libérer de la marge budgétaire pour permettre aux États de financer les projets de développement. Mobiliser des fonds pour financer la mise en œuvre des infrastructures et répondre à la question de l'énergie nous semble un préalable. Aujourd'hui, la Banque mondiale estime que 650 millions de personnes en Afrique n'ont pas accès à l'énergie. Je pense qu'une partie significative de ces 650 millions de personnes sont en Afrique de l'Ouest, puisque le taux d'accès à l'énergie est en dessous de 50 %.

Par ailleurs se pose la question de la digitalisation, de l'éducation de qualité et de la formation de la jeunesse. Il y a également la modernisation de l'agriculture. Puisque ces pays vivent essentiellement de l'exploitation de ressources naturelles, il est impérieux de moderniser l'agriculture et de moderniser les méthodes de production.

Dans ce dynamisme économique, le secteur privé doit jouer un rôle important. Il est donc essentiel de donner une place importante au secteur privé. Enfin, ces pays sont de plus en plus en proie aux conséquences du changement climatique. Il faut donc mobiliser des financements adéquats pour lutter contre les effets du changement climatique. L'Afrique doit prendre sa part, et nos pays également, pour endiguer ces problématiques, tout comme la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites, ainsi que la mobilisation de ressources intérieures pour renforcer les mécanismes de financement.

Au sujet de la francophonie. J'ai entendu parler de la proximité avec la France. Il s'agit de liens historiques importants. Des liens qui ont été à la fois économiques, culturels et politiques forts, avec des acquis importants. Les entreprises françaises sont parmi les plus grands acteurs de l'économie dans nos pays. L'économie formelle contribue au transfert de technologies, par conséquent à la modernisation des économies et contribue à la création d'emploi, et elle paye des impôts dans nos pays francophones. Notez toutefois que les populations sont désireuses d'aller plus loin désormais. Il s'agit de dépasser le paradigme traditionnel pour construire des partenariats mutuellement bénéfiques axés sur des projets structurants et sur la co-construction.

Concernant le CFA, c'est un outil d'intégration économique régional et de stabilité monétaire. Pendant la période de la Covid, nous avons noté que les pays détenant cette monnaie en commun ont été les plus résilients. Ce sont également ceux qui ont le plus résisté à la poussée inflationniste qui s'est répandue dans notre région. Cependant, cette monnaie nécessite des réformes pour répondre aux aspirations des populations et renforcer la souveraineté des États.

En conclusion, il est évident qu'en matière de coopération économique, la France reste un partenaire clé pour le financement de projets d'infrastructures, la formation des ressources humaines et le transfert de technologies. Et que la francophonie économique doit être davantage mobilisée pour créer des réseaux d'entreprises, encourager les échanges commerciaux et promouvoir l'entrepreneuriat mutuellement bénéfique. Je vous remercie.